

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/LIC/N/3/BDI/2<sup>1</sup>

7 novembre 2001

(01-5465)

Comité des licences d'importation

Original: français

## RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION<sup>2</sup>

Notification au titre de l'article 7:3 de l'Accord sur les procédures  
de licences d'importation

BURUNDI

La Mission permanente de la République du Burundi a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 12 octobre 2001.

### DESCRIPTION SUCCINCTE DES RÉGIMES

1. Il existe deux principales catégories de licences d'importation:

- les licences ordinaires avec paiement de devises, et
- les licences sans paiement de devises.

Il convient de préciser les notions "avec paiement de devises" et "sans paiement de devises". Une licence avec paiement de devises signifie que les devises octroyées proviennent du circuit officiel des banques et une licence sans paiement signifie que les devises utilisées pour paiement échappent au circuit officiel.

### OBJET ET CHAMP D'APPLICATION DU RÉGIME DES LICENCES

2. Les licences ordinaires concernent les produits dits éligibles (les produits de première nécessité) plus tous les produits pour l'importation desquels les banques sont prêtes à octroyer des devises.

Les licences sans paiement concernent tous les autres produits qui ne font pas partie de cette catégorie, ceux dont l'importation est couverte par les devises échappant au circuit officiel.

3. Il n'y a pas de limitation au niveau des pays d'origine des marchandises. On se rend compte que le gros de nos importations proviennent essentiellement des pays d'Europe occidentale; suivent, dans l'ordre: l'Asie du Sud-Est, le Japon, la Chine, la Corée du Sud, les pays du Golfe d'une part et d'Amérique du Nord, d'Afrique orientale et australe d'autre part. Les importations en provenance d'autres régions du globe sont plutôt négligeables.

---

<sup>1</sup> Le présent document G/LIC/N/3/BDI/2, annule et remplace le document G/LIC/N/3/BUR/2, qui a été distribué avec un symbole erroné.

<sup>2</sup> Le questionnaire figure à l'annexe du document G/LIC/3.

4. Étant donné que les réserves en devises sont très limitées, une liste limitative des produits de première nécessité a été établie. À ce propos, il convient de préciser que, dans le cadre de la libéralisation des opérations d'importation, un mouvement du régime de change basé sur l'adoption d'un taux de change unique issu d'un marché aux enchères des devises a été mis en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2000. Ce marché a été ouvert dans un premier temps aux banques commerciales auxquelles incombe désormais la validation des licences d'importation. Les devises ainsi acquises par les banques commerciales sont donc destinées à l'importation de ces produits éligibles ci-dessus mentionnés. Les importations des autres produits sont couvertes soit par des devises que les banques détiennent en dehors du Marché aux enchères des devises, soit par des devises échappant au circuit officiel. Dans ce dernier cas, on parle de licences sans paiement de devises comme c'est précisé ci-dessus.

5. L'Ordonnance législative n° 11/37 du 6 mars 1962 relative au contrôle des changes et du commerce extérieur constitue le fondement de notre régime des changes. Non. Le "régime de licences" n'est pas imposé par disposition législative. En principe, tous les produits à l'exception des produits prohibés sont admis à l'importation. Cependant, compte tenu de la pénurie structurelle de devises dans nos pays, la Banque centrale peut, si elle le juge opportun et de concert avec ses partenaires, se réserver toute la latitude d'établir des priorités dans le choix des produits à soumettre au "régime de licences". Étant donné que le texte de base est une ordonnance législative et vu que le pays dispose d'un parlement, une telle abrogation devrait obtenir l'accord du législatif.

## **MODALITÉS D'APPLICATION**

6. Il n'y a pas à proprement parler de produits dont la quantité ou la valeur des importations soit soumise à des restrictions. La seule restriction concerne la soumission au contrôle qualitative et quantitative et à la comparaison des prix des importations d'une certaine valeur par un organisme de contrôle agréé. Elle concerne aussi des commandes très importantes qui doivent faire l'objet d'un appel d'offres international.

- I. Il n'y a pas de contingentements au niveau des accords de licences aux importateurs ni au niveau des quantités de marchandises importées, fixées par pays de provenance.
- II. Des prévisions annuelles d'importation sont faites mais il n'y a pas de système de contingentement annuel des importations.
- III. Pareille restriction n'existe pas. Des mesures de contrôle sont prises pour que les licences accordées soient effectivement utilisées pour des importations. Les noms des importateurs auxquels des licences ont été délivrées ne sont pas portés à la connaissance des gouvernements et des organismes de protection des exportations des pays exportateurs, par la Banque centrale. C'est peut-être une question qui pourrait être réglée par la Chambre de commerce et d'industrie.
- IV. Cf. plus haut.
- V. Les demandes de licences sont actuellement du ressort exclusif des banques commerciales. D'une manière générale, lorsque les conditions requises sont remplies, les délais d'analyse sont très brefs.
- VI. L'ouverture d'un crédit documentaire (en cas de paiement par crédit documentaire) intervient dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de la validation de la licence. Passé ce délai, la licence doit être annulée.
- VII. Cf. le point V. Après leur validation par les banques commerciales les copies des licences réservées à la Banque centrale sont transmises pour contrôle.

- VIII. Nous avons dit plus haut qu'une liste de produits de première nécessité, auxquels sont destinées les devises qui font l'objet du Marché aux enchères susmentionné, a été dressée. Pour ces produits-là, il n'existe pas de clé de répartition des quotas entre importateurs. Il n'existe pratiquement pas de restrictions pour autant que les devises soient disponibles. La régulation se fait par la loi de l'offre et de la demande. Les nouveaux importateurs sont traités comme les anciens. Les demandes sont examinées au fur et à mesure de leur réception.
- IX. De tels arrangements n'existent pas pour notre pays.
- X. Cf. le point IX.
- XI. Non, cette condition de réexportation n'existe pas pour la délivrance des licences d'importation de certains produits.

7 a) La demande de licence d'importation doit être déposée avant l'importation effective des marchandises. Cette demande constitue en fait une manifestation de l'intention d'importer. L'accord de la licence constitue une autorisation d'importer. Lorsqu'il est donné, l'importateur doit ouvrir un crédit documentaire dans un délai n'excédant pas un mois après la date de la validation de la licence lorsque le paiement doit s'effectuer par crédit documentaire. Autrement elle devient nulle. Si le crédit documentaire est ouvert dans les délais, la licence a une durée de six mois. Ce délai est susceptible d'être prorogé. Comme mentionné ci-dessus, l'accord de la licence est préalable à l'importation. Si la demande est faite alors que la marchandise se trouve déjà à la frontière, des sanctions sévères sont encourues par l'importateur contrevenant.

b) Non, elle doit d'abord faire l'objet d'une analyse préalable: est-ce que tous les documents d'usage sont annexés? Est-ce que le produit faisant l'objet de la demande est éligible? Etc.

c) Non.

d) Les demandes de licences sont accordées ou refusées par les banques commerciales. La Banque centrale se réserve le droit de contrôle.

8. Lorsqu'un importateur est agréé comme tel que les documents d'usage accompagnant une demande de licence sont produits, que les prix f.o.b. ou les tarifs du fret ne sont pas visiblement surfacturés, que les produits à importer ne sont pas prohibés et que les devises nécessaires sont disponibles, une demande de licence ne peut être rejetée. Lorsqu'une licence est rejetée, les raisons du rejet sont portées à la connaissance de l'intéressé. Les intéressés doivent procéder aux corrections demandées sinon ils n'ont pas de droit de recours.

#### **CONDITIONS REQUISES DES IMPORTATEURS POUR ÊTRE HABILITÉS À DEMANDER UNE LICENCE**

9. Toute personne, entreprise ou institution est habilitée à demander une licence pour autant qu'elle justifie de la qualité de commerçant reconnue par le Ministère du commerce et de l'industrie. Il existe une liste des importateurs agréés.

#### **DOCUMENTS ET AUTRES FORMALITÉS À REMPLIR LORS DE LA DEMANDE D'UNE LICENCE**

10. La demande de licence doit être correctement remplie. Elle doit notamment mentionner:

- le nom et l'adresse de l'importateur et du fournisseur;

- le numéro de code de l'importateur;
- les pays d'origine et d'expédition de la marchandise;
- le lieu d'embarquement et le mode de transport de la marchandise;
- la modalité de paiement et la monnaie de la transaction;
- le numéro du tarif douanier et la quantité statistique de la marchandise;
- la description détaillée de la marchandise; et
- les montants de la valeur f.o.b. et du fret de la marchandise.

L'importateur doit joindre à sa demande:

- une attestation d'assurance d'une société d'assurance locale;
- une facture pro forma de la valeur f.o.b. de la marchandise en dix exemplaires; et
- une facture pro forma du fret en six exemplaires.

11. Les documents finals exigés lors de l'importation effective de la marchandise sont:

- la facture définitive du fournisseur;
- la facture définitive du transporteur;
- la liste de colisage;
- le certificat d'origine; et
- l'attestation de vérification d'un organisme de contrôle de la quantité, de la qualité et de la comparaison de prix de la marchandise, agréée par la Banque centrale.

12. Il est perçu par licence validée un droit d'administration sur la valeur f.o.b. destiné notamment à couvrir les rémunérations des organismes de contrôle.

13. La constitution d'un dépôt, préalablement à la validation d'une licence d'importation, n'est plus de mise.

### **CONDITIONS ATTACHÉES À LA DÉLIVRANCE DES LICENCES**

14. La durée de validité d'une licence est de six mois. Elle peut être prorogée de trois mois, une seule fois.

15. Non, en cas de non-utilisation totale d'une licence, celle-ci est tout simplement annulée pour autant que son délai de validité soit écoulé. En cas d'utilisation partielle, l'annulation touche la partie de la marchandise non encore importée.

16. Les licences ne sont pas cessibles.

17. En général, il n'y a pas de restrictions quantitatives. Les conditions auxquelles est subordonnée la validation d'une licence d'importation sont celles détaillées plus haut.

## **AUTRES FORMALITÉS**

18. Non.

19. En principe oui, lorsque la licence a été régulièrement validée, lorsque la marchandise faisant l'objet de ladite licence n'est pas prohibée à l'importation et lorsque les devises nécessaires sont disponibles. Il faut détenir une licence pour pouvoir obtenir du circuit officiel des devises nécessaires à l'importation des produits envisagés.

Le problème des devises est un problème récurrent dans nos pays. Toutefois, on essaie de faire en sorte que le pays soit constamment approvisionné tout au moins en produits de première nécessité et les licences sont délivrées en conséquence. Les devises ne sont pas remises main à main aux différents importateurs. Des transferts sont effectués par la banque de l'importateur en faveur de la banque du fournisseur:

- lorsque dans le cas d'un paiement par crédit documentaire, un crédit documentaire est régulièrement ouvert par l'importateur, qu'il est confirmé par la banque du fournisseur et reconnu comme irrévocable par cette dernière;
- lorsque les documents finals (factures définitives du fournisseur et du transporteur, liste de colisage, certificat d'origine, attestation de vérification émise par un organisme de contrôle), attestant que la marchandise commandée dans le cas d'un paiement après importation est réellement expédiée, sont transmis à l'importateur.

---